

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 662 - 23 octobre 1997 - Prix 2,50 F

CHATEAUBRIANT : L'HOMMAGE UNANIME



par
Didier POTIRON,
membre du Comité Fédéral

● On croit rêver. Alors qu'un rapport de l'INSEE parle de 7 millions de personnes sans emplois, l'ex-patron des patrons, Jean Gandois, déclare la « guerre » aux salariés en leur annonçant « un combat très dur, sans pitié », et les menace que « le dialogue social va être interrompu ».

Comment ose-t-il ?

Pourquoi ce durcissement ?

Parce qu'une des solutions pour combattre le chômage est la réduction du temps de travail. Ce à quoi s'attelle le gouvernement en préparant une loi-cadre au 1^{er} janvier 2000 sur la réduction du temps de travail à 35 heures sans diminution de salaire.

Devant cette agressivité, on reste pantois alors que 55 % des jeunes de 25 à 29 ans sont des familiers des files d'attente de l'ANPE, que 32 % des Français ont connu le chômage au moins une fois, au cours des dix dernières années.

Agressivité applaudie par les Responsables de la Droite, y compris le Président de la République et le Front National.

De l'emploi, pas un mot, pas une seule déclaration de guerre, de lutte

contre le chômage comme s'ils se désintéressaient royalement du sort de millions de chômeurs arc-boutés qu'ils sont, sur leurs intérêts particuliers.

Les patrons ont oublié. Ils ont une mémoire très sélective et si courte que les Françaises et les Français se sont donnés une majorité nouvelle en juin, pour mettre en œuvre d'autres solutions contre le chômage que celles qui ont échoué.

La souveraineté du suffrage universel ne leur plaît pas et c'est tant pis. La toute puissance de la Bourse est écornée par la décision de faire du neuf pour l'emploi. C'est tant mieux, car s'il faut choisir entre l'accoutumance au malheur et l'émergence d'un nouvel espoir, les salariés sauront trouver le chemin pour réussir cette avancée de civilisation qu'est la réduction du temps de travail et pour réussir le changement. Mais la morale de cette histoire, c'est que sans la mobilisation des intéressés pour se défendre, lever les obstacles, construire les nouvelles solutions, rien ne sera gagné durablement. Ils peuvent compter sur les Communistes pour y concourir pleinement.

Les samedi 22 et dimanche 23 novembre, la Fête de l'Agglo se déroulera à la Trocardière à Rezé. Pleine de nouveautés et de dynamisme, l'édition 1997 veut réunir Fête et Politique durant les 2 jours, les Nouvelles lève le voile (pages 5 et 6)

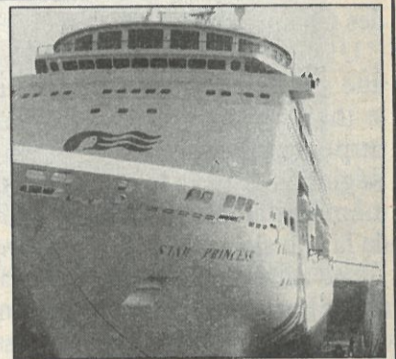
Fête de l'Agglo

La Trocardière - REZÉ



Samedi 22. Dimanche 23 Novembre 1997

La principale industrie de notre Département au cœur d'une soirée-débat à Saint-Nazaire, à l'initiative de la CGT. Quel avenir pour la Navale ? Compte-rendu et point de vue de Jean-René Teillant. Lire page 2



3000

3000 milliards de francs de capitaux spéculatifs Asiatiques sont annoncés chaque année sur les marchés boursiers Européens et Américains et certains s'interrogent encore ou prendre l'argent ?...



ACTUALITÉ

● CHATEAUBRIANT

► Hommage unanime aux Martyrs de Chateaubriant et Nantes.

Lire en pages 6 et 7

● MARIE-GEORGES BUFFET A NANTES

► Un discours direct, franc, abordant les réalités.

Lire page 7

● PAS DE RECONDUITE A LA FRONTIERE

► Mobilisation à Nantes avec les Elus Communistes contre la demande du Préfet de Reconduite d'une Jeune Iranienne à la Frontière.

Lire page 8

SOIRÉE-DÉBAT A SAINT-NAZAIRE : Quel avenir pour la Navale ?



Jeudi soir, 2 octobre, à la Maison du Peuple, la CGT des Chantiers, l'UL et l'UD organisaient une soirée-débat sur le thème de combien important pour la Région et le pays lui-même de « l'Avenir de la Navale ».

Une salle pleine pour un débat sérieux et d'un remarquable niveau. La CGT avait invité très large : partis politiques, syndicats, personnalités diverses et l'on a pu regretter l'absence remarquée des autres organisations syndicales, de la droite et des représentants du monde patronal, ce qui n'a pas empêché le succès de l'initiative comme le soulignait d'entrée Christian Duval, secrétaire général du Syndicat.

A la tribune, on notait la présence de Joël Batteux, Maire de Saint-Nazaire, Messieurs Evin, Leroux, députés ainsi que des différents partis politiques avec notamment Jean-René Teillant pour la Fédération du PCF.

La courte introduction de Christian Duval plus interrogative qu'affirmative voulait ainsi lancer un débat large, ouvert, sans barrière. Mais il a aussi concrètement répondu à la question posée. Oui, la CGT croit en l'avenir de la navale, le démontrant avec les paramètres

dont cette industrie dépend et qui tous progressent : du commerce mondial qui se fait à 70 % par voie maritime, aux commandes de navires.

Le débat

De nombreuses interventions de la salle ou de la tribune ont animé un débat intéressant.

Guy Texier, Joël Batteux, Jean-René Teillant, Claude Evin, René Magré, Bernard Garnier, René Leroux, Jean-Louis Dufour, Yves Tual, Charles Nicol, Yannig Coraud, Gilles Denigot, Jeannette Lebeau... y ont participé. Avec également un représentant de la CGT du Havre et de la Fédération des Marins.

Les quirats ont fait l'objet d'appréciations diverses mais on peut dire que la nécessité des aides a fait l'unanimité. Reste à savoir sous quelle forme et dans quel but.

La diversification de la production de navires a été abordée, tant il est évident que la politique du tout paquebot est fragile avec une concurrence qui s'élargit pour un créneau d'à peine 10 % du marché. De fortes différences s'expriment alors, les uns estiment qu'il faut rester sur des produits sophistiqués, d'autres faire du mili-

taire. La CGT pour sa part affirme que l'avenir passe impérativement par les navires de charges qui représentent 85 % du marché.

Timidement, le militaire a été avancé comme solution pour Saint-Nazaire. Mais alors, et Brest ? et Lorient ? Qu'a-t-on réglé si on habille Pierre en déshabillant Paul. Et si c'est pour des aides indirectes comme le disent certains, ça change quoi pour le budget de l'Etat ? A noter pourtant que ce sont les mêmes qui proposent cela et qui parlent de coût insupportable pour le contribuable.

Construire une politique homogène cohérente pour le secteur maritime est une nécessité. Il faut donc réfléchir en terme de filière maritime. Faire des propositions en ce sens. Débattre; et se battre est d'une urgente nécessité. La situation est suffisamment grave pour ne pas perdre de temps.



Au nom du Parti Communiste Français J. R. Teillant déclara :

« La question de la construction navale ne peut pas continuer de n'être posée qu'en termes d'urgence, au coup par coup.

Nous pensons qu'il est indispensable que les salariés, les citoyens s'impliquent dans ces débats, donnent leur avis, qu'ils puissent avoir accès à plus d'informations, en particulier sur l'argent qui existe dans le pays. C'est pour cette raison que nous avons proposé qu'avant la Conférence sur l'emploi se tienne une Conférence sur l'argent disponible, en France on connaît le chiffre.

Pour notre part, nous sommes attachés à ce que les choix politiques deviennent l'affaire de tous, que les sala-

riés dans les entreprises puissent obtenir des droits nouveaux qui leur permettent d'intervenir, de peser sur les solutions à mettre en œuvre.

Pour notre part, nous avons organisé un débat en associant des salariés des Chantiers de l'Atlantique, du Havre, de la réparation navale, du Port, de la Marine Marchande, des Arsenaux.

L'action qui avait été menée contre la suppression des aides européennes avait montré l'intérêt de la population. Aussi, il me semble que nous disposons de points d'appui importants pour avancer vers des décisions qui non seulement maintiennent le Chantier mais le développent.

La loi sur les quirats ne peut à elle seule redresser la situation. Pire même, réduite à un avantage fiscal démesuré, isolée de toute autre mesure concourant réellement à une relance de la navale et de l'emploi qui y est lié, elle a toutes les chances d'apporter le contraire des mérites que ses promoteurs lui attribuent.

Les amendements déposés par les Députés communistes lors du débat, visaient à transformer le dispositif de telle sorte qu'à côté d'autres mesures comme le renoncement à privatiser la CGM, la revalorisa-



tion des crédits publics pour les activités maritimes et portuaires, il puisse contribuer à l'émergence d'une grande politique de la mer pour notre pays.

Le bilan après une année de pratique : la presse a publié les chiffres.

Aussi, nous pensons que cette loi a été un mauvais coup pour la Construction navale française, la Marine marchande et qui pénalise lourdement les recettes fiscales de l'Etat.

Besoin d'une politique maritime ambitieuse pour notre pays.

Il y a bien nécessité de moraliser ce type d'« aide », d'inventer d'autres types d'aides dont l'objet devrait contribuer à développer l'emploi en France, les armements français, l'ensemble de la filière maritime.

Là encore, il s'agit d'utiliser de l'argent pour l'emploi.

Le débat sur les aides doit d'abord être le prolongement d'un choix industriel, d'un choix développement. C'est à notre avis la question essentielle ».

Ecole du gaz à St-Etienne-de-Montluc : un gâchis lourd de conséquences

Les Emplois Jeunes sont pour beaucoup de gens l'une des priorités du moment.

GDF dispose à St-Etienne-de-Montluc d'une école performante pour répondre aux besoins de l'entreprise mais plus largement aux questions liées à l'utilisation du gaz.

Cette école est aujourd'hui réduite à sa plus simple expression, 14 apprentis alors qu'il y a une capacité d'accueil de 120 élèves.

La Fédération du Parti Communiste lors d'un débat organisé sur le site par le Syndicat CGT s'est clairement exprimée pour que le Centre soit utilisé au maximum de ses capacités répondant ainsi aux besoins exprimés par l'entreprise Nationale qui de surcroît doit être un modèle dans la formation des jeunes.

Nous avons demandé à Roger RAUD, secrétaire du Collectif Régional CGT des Pays de Loire de donner ses positions et propositions sur ce sujet.

Journal : Vous avez organisé un forum sur la formation à St-Etienne-de-Montluc, voulez-vous nous préciser pourquoi ?



R. Raud : Le problème pour l'emploi des jeunes devient un enjeu de Société. Paradoxalement, les directions de EDF et GDF viennent de décider d'arrêter toutes les formations types Ecole de Métier comme à Montluc, c'est la raison pour laquelle nous avons organisé cette manifestation.

Journal : Quelles sont les conséquences d'une telle décision ?

R. Raud : Elles sont multiples. Un jeune réussissait son concours d'entrée à l'Ecole de Montluc, poursuivait une formation sur 2 ans, elle débouchait automatiquement sur un emploi statutaire à EDF ou GDF. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, même dans le cadre de la formation en alternance, nous nous trouvons donc devant un recul social.

Par ailleurs, le jeune recevait une formation Service Public, ce dont naturellement les Directions rejettent aujourd'hui. Le Traité de Maastricht veut imposer la privatisation de nos deux établissements, le maître-mot «la concurrence» conduit à ce gâchis.

Le gâchis est double, d'un côté une formation de qualité était dispensée - plus de 10 % des jeunes issus des Ecoles de Matières sont devenus des agents de maîtrise ou des cadres.

La formation est organisée dans les unités où le jeune n'a aucune assurance d'être embauché, or, nous avons des métiers très spécifiques. En 1997, 36 refus d'embauche ont été prononcés malgré un diplôme obtenu.



Journal : Votre manifestation était donc pour dénoncer ce gâchis ?



R. Raud : Oui, nous nous trouvons devant deux gâchis, l'un humain, l'autre financier.

Montluc a une capacité d'accueil de 120 élèves. Il n'y aura pour cette année que 14 apprentis qui n'ont aucune garantie d'embauche.

Il y a donc 106 places disponibles immédiatement pour des jeunes. Or, la structure est existante, il faut l'entretenir, les professeurs sont disponibles. Ils seront rémunérés, un budget de 800 KF a été débloqué pour entretenir ce patrimoine. Au niveau national, nous avons deux autres écoles qui vivent la même situation, 12 millions de francs sont alloués pour entretenir ces structures vides ; comment ne pas être révoltés devant de tels gâchis alors que des centaines de jeunes galèrent !

Journal : Sous quelles formes allez-vous continuer votre lutte ?

R. Raud : Préalablement, je voudrais indiquer que cette école à dominante gazière peut s'ouvrir à des formations pour l'interne et à l'externe.

Il est possible par exemple de mettre en place des formations pour assurer la formation continue des employés, des installateurs agréés par GDF et en même temps de mettre en place des formations débouchant sur des emplois statutaires de vérifications d'installations intérieures gaz ; c'est un besoin immédiat de 1 000 postes et près de 50 pour la région. Je rappelle que, s'agissant des installations intérieures, sur 1 000, 46 % sont jugées non conformes et 10 % très dangereuses.

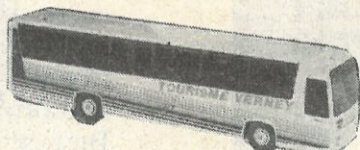
La mise en place de la réduction du temps de travail engendrera des embauches, qui assurera leur formation ?

Nous allons donc, dans les prochaines semaines et à partir des besoins recensés, ouvrir un bureau d'inscription. Ces dossiers seront déposés à la Préfecture et aux Directions d'EDF et GDF. Nous souhaitons que le recrutement cette année s'effectue sur dossier et que pour l'an prochain, en avril 1998, il y ait de nouveau un concours. Mais cette initiative doit avoir de l'écho, nous souhaitons recevoir le soutien de la majorité plurielle de ce pays, Montluc peut jouer un rôle dans la qualification et l'insertion professionnelle des jeunes.

Nous sommes persuadés que nous pouvons gagner mais ce dossier, ce n'est pas uniquement l'affaire des gaziers et électriciens.

TOURISME VERNEY

LE PARTENAIRE DE VOS DÉPLACEMENTS
EN GROUPE ET EN INDIVIDUELS



TOUS VOYAGES EN AUTOCARS DE TOURISME ET GRAND TOURISME
CONSULTEZ-NOUS ET DEMANDEZ NOS CATALOGUES

34, rue de la Marseillaise
44028 NANTES Cedex

2, avenue des Sableaux - Place du Marché
44250 SAINT BREVIN LES PINS

303 bis, avenue de Lattre-de-Tassigny
44500 LA BAULE

Tél. 02.40.95.25.85

Tél. 02.40.39.02.30

Tél. 02.40.60.87.00

LA TROCARDIÈRE



Une expo : 1848, l'esclavage aboli

« Ne suis-je pas ton frère ? » interpelle ce jeune noir libéré du joug esclavagiste, il y a 150 ans sur le macaron symbolisant l'édition 1997 de notre fête d'agglomération.

Alors que Nantes symbolise par son activité négrière passée, le trafic triangulaire de la France aux 18^e et 19^e siècles, les Communistes ont voulu l'année qui précède la célébration du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, prendre l'initiative, dans l'agglomération même de cette ville.

C'est ainsi que cette célébration est le thème central de la Fête. Pour évoquer ce thème, une

exposition nationale sera présentée, qui donnera à connaître ce que fut l'esclavage et son trafic, qui donnera à réfléchir sur son abolition et la condition des peuples qui en furent les victimes.

Mais une exposition qui donnera lieu à débat.

C'est pourquoi la fête proposera un forum, auquel sont invitées une large palette de personnalités, sur le thème de l'esclavagisme et de son actualité. Un lieu pour discuter avec les Communistes des combats actuels des peuples pour leur libération ou des questions de l'immigration.



Par Yann Vince

Se faire entendre et respecter, se retrouver ensemble. C'est une aspiration de plus en plus forte des hommes et des femmes. C'est une attente à l'égard de la politique. Les Communistes de l'Agglomération Nantaise l'entendent. Ils ont décidé de mettre à la disposition des gens, des citoyens, leur fête d'Agglo, à la Trocardière à Rezé. Pour cela, cet espace politique et fes-

Une Fête Citoyenne

tif a été, cette année complètement repensé.

Dans sa conception et dans son déroulement, la Fête sera dans toute la fête. Avec de la musique des trois continents - célébration du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage oblige, à tout moment et en tous endroits. Avec du débat citoyen : au cœur de la fête, un espace politique où interviendra une dirigeante nationale du P. C. F. - Michèle Cuzman, membre du bureau national - en direct

avec les citoyens qui pourront s'exprimer, voire interpeller. Avec une grande expo nationale et un forum portant sur l'actualité de l'abolition de l'esclavage.

Ce sont les Communistes qui «feront» la fête. En la faisant connaître en proposant le bon de soutien dans leur entourage, en le diffusant publiquement dans les quartiers, les entreprises. Pourront s'y retrouver toutes celles et tous ceux dont nous disons qu'ils portent un regard nouveau sur le Parti

Communiste et attendent de lui. Et de nombreux jeunes

Une ambition nous anime : faire de notre fête d'Agglomération un lieu qui donne envie de s'y retrouver, un lieu, où s'exprime le bonheur d'être ensemble, un lieu de solidarité, de fête, de débat et d'action.

Bon travail à tous ceux, communistes et amis de notre parti qui contribuent au succès de la fête.

Fête de

Samedi de 19 h à 1 h Soirée cabaret

La politique par l'intervention citoyenne, c'est bien. Mais la Fête, c'est aussi, simplement, le plaisir de se rassembler pour s'amuser, se restaurer, danser... Bref, se distraire. Le bonheur d'être ensemble, pas n'importe où : à la Fête de l'Agglo, avec les Communistes.

C'est ainsi que commencera la Fête 97 : par une soirée cabaret, le samedi soir.

Qui trouvera-t-on ?

Des lieux de restauration proposés par les différentes sections de l'agglomération nantaise :

- Restaurant «Le Maxim's», de la section de Nantes, qui proposera un menu autour de 60 F.

- Restaurant «Chez Daniel», de la section de Rezé Sud Loire, pour un menu de 50 F.

- La Crêperie de la section de Saint-Herblain Gesvre et Cens.

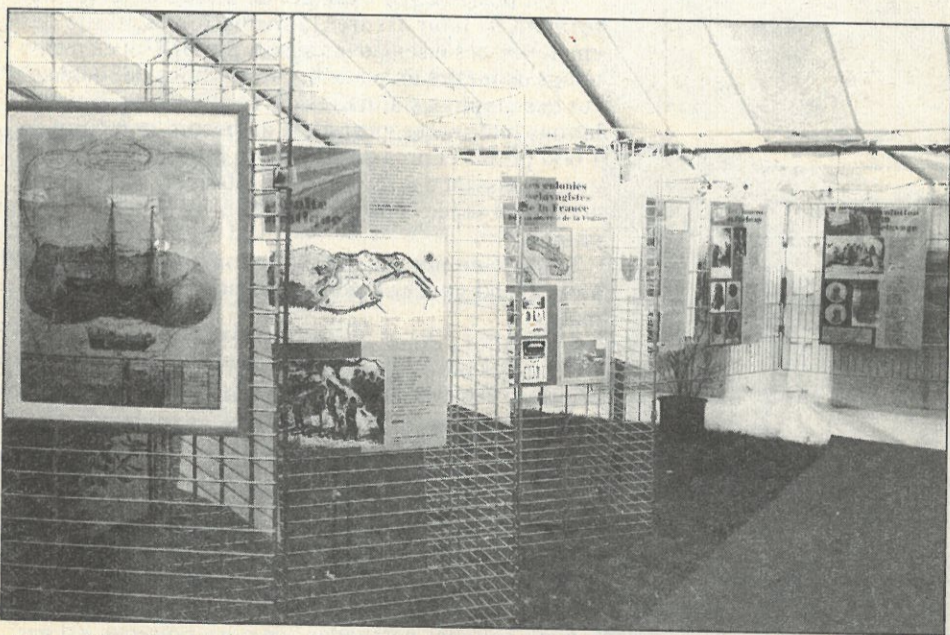
- Les moules-frites des cheminots nantais.

Pour continuer la soirée :

- Les plateaux «café-digestif» de la section de Loire et Sèvre.

- Le bar de la section de la Basse Loire et de la Semitan.

Le tout sur fond musical et dansant : une animation musicale avec D.J., incitera les convives à se dégourdir les jambes.



L'exposition dans le stand de la Loire-Atlantique à la Fête de l'Huma à la Courneuve en septembre dernier ; inaugurée par J.-C. Gaysot l'exposition a été visitée par de très nombreux visiteurs.

RE - REZÉ

SAMEDI 22 - DIMANCHE 23 NOVEMBRE

► Intervention politique et débat : du neuf ?

Que cette fois-ci ça réussisse. C'est l'espoir de millions de gens à l'égard du gouvernement de la gauche plurielle.

Mais cette majorité et ce gouvernement nouveaux, cela garantit-il que les mesures urgentes tant attendues vont venir toutes seules ? Non, il va falloir s'en mêler.

L'intervention des intéressés eux-mêmes va être décisive pour avancer le mieux possible dans la bonne direction. C'est à cela que les Communistes veulent être utiles en créant et en faisant vivre des « espaces citoyens » de débat, de solidarité, d'action.

Où en sommes-nous de ces initiatives ? Et

l'intervention citoyenne, comment peut-elle se construire ? Où en est le Parti Communiste de sa mutation ? Comment conçoit-il son rôle pour être utile dans la situation inédite que nous vivons ?

Autant de questions, parmi d'autres, que nous avons voulu rendre possible

d'aborder lors de la Fête de l'Agglo 97.

Un espace temps d'une journée pour une fête dont l'intervention politique est nécessairement limitée dans la durée, cela impliquait une réflexion sur la nature de l'initiative politique de la fête.

Celle-ci a abouti à l'espace politique

nouveau qui va être proposé aux participants de la Fête.

Un lieu, où le meeting traditionnel est remplacé par l'intervention politique en prise directe avec l'intervention citoyenne. Une dirigeante nationale du P.C.F., Michèle Cuzman, au milieu des citoyens (pas de tribune) interviendra

sur la démarche politique des Communistes aujourd'hui. Et débattrà ! En effet, les citoyens, de spectateurs deviennent acteurs. Le lieu permettra un échange direct. Un espace nouveau pour une fête nouvelle. Il se passe quelque chose chez les Communistes. Qu'en pensez-vous ?

Avec la participation de **Michèle Cuzman**, membre du Bureau National du PCF

e' Agglo



► Votre vignette

Fête de l'Agglo
La Trocardière - REZÉ

Militants de l'Agglo
1848
1977

Samedi 22. Dimanche 23 Novembre 1997
Bon de Soutien 25 Francs
donnant droit à l'entrée gratuite Samedi et Dimanche

Humanité **Humanité dimanche**

Recevez gratuitement chez vous après la fête début 98 un exemplaire de la nouvelle formule de l'Humanité Dimanche

Remplissez le bulletin de participation au dos, et Remettez - le à la fête au stand de l'Humanité Dimanche

ORGANISÉE PAR LES SECTIONS
DU PARTI COMMUNISTE DE
L'AGGLOMERATION NANTAISE

Votre vignette bon de soutien au prix de 25 francs vous donne droit à l'entrée gratuite sur la fête le samedi et le dimanche.

Vous pourrez vous la procurer auprès des **Militants Communistes** ou la réserver auprès de votre section ou de la Fédération : tél. 02.40.35.03.00.

Un tirage aura lieu à l'issue de la fête donnant droit à de nombreux lots.

L'HOMMAGE A LA RÉS FRANÇAISE CHATEAUBRIANT

Comme chaque année, les cérémonies à Nantes, St-Nazaire, Indre et Châteaubriant en ce 56^e Anniversaire des Fusillades ont réuni une foule importante.

Le recueil, le devoir de Mémoire, la vigilance face à la montée de l'extrême droite et des idées fascistes, Racistes et Xénophobes qu'elles véhiculent ont marqué les commémorations.

Le procès de Maurice PAPON fut également de toutes les interventions : Michel Moreau à Nantes, Louis Dronval à St-Nazaire, Thierry Diquelou à Indre et Paul Lespagnol, Jean Thouvenin à Châteaubriant ainsi que du secrétaire d'état aux Anciens Combattants, J.-P. Masseret qui, présent pour la première fois depuis 1947 aux cérémonies aux côtés des associations patriotiques, du Parti Communiste et de la CGT, donnait ce 19 octobre 1997, une dimension nouvelle dans l'Hommage ainsi unanime aux Fusillés de Châteaubriant.

NANTES



Recueillement lors de l'émouvante veillée du Souvenir au pied du Monument des 50 otages en présence de nombreuses personnes qui étaient venues à l'appel du Comité Départemental du Souvenir des Fusillés de Châteaubriant et de Nantes et de l'Association des Familles d'Otages Fusillés.

Michel MOREAU, Président du Comité, dans une intervention, devait rappeler pourquoi nous en étions arrivés là : « la boucherie de la guerre 14-18, le Traité de Versailles, la montée du fascisme, Mussolini, Franco, Hitler, la Guerre d'Espagne et l'invasion nazie, puis la Résistance, les combats courageux de ces hommes et de ces femmes, la répression avec la complicité de Vichy ».

Il devait rappeler devant les personnalités présentes :

« le devoir de mémoire des vivants devant le sacrifice de nos Martyrs. Nous sommes fidèles à leur souvenir, la jeunesse a le droit de savoir ce que le fascisme et le nazisme signifient.

Nous ne céderons pas, concluait-il à ceux qu'Eluard appelait les vendeurs d'indulgence ».

La cérémonie se poursuivait avec l'évocation conçue et réalisée par Jean-Claude BARON, avec la participation des Enfants de l'Ecole Jean-Jaurès à NANTES, la Chorale Nota Bene et l'Orgue de Barbarie de Pascal Gillet.

Moments émouvants à la lecture des textes par les Enfants, rappelant les « Enfants d'Izieu, d'Oradour, les Chants et Mélodies Italiennes comme le célèbre Bella Cia. 56 ans après, la mémoire est un devoir.

St Nazaire

Sur la tombe du dernier fusillé de la poche de Saint-Nazaire, Jean de Neyman, Louis DRONVAL devait rappeler « que tous les Communistes, les Démocrates, les Progressistes, les Simples Citoyens devaient prolonger la mémoire collective afin que de tels événements ne se reproduisent plus jamais ».

« Pour cela, précisait-il, les anciens du début du siècle nous ont forgé un outil indispensable à la transformation économique sociale et politique, un Parti qui a payé du tribut dans le combat contre l'opresseur nazi et de ses alliés en France, tels Pétain et Papon.

C'est dans cet esprit qu'il nous faut prolonger la pensée de Jean ».

Indre

Thierry DIQUELOU, Président du Comité Local d'Indre rappela dans son intervention « qu'à l'aube du 3^e millénaire, il est essentiel que les hommes et les femmes qui le conduiront, sachent que s'ils peuvent aujourd'hui vivre libres, le prix à payer fut terriblement élevé ».

Rappelant les moments nazis de notre histoire que furent les années d'occupation, l'orateur devait condamner « les décisions des Municipalités du Front National, de s'attaquer à toutes les formes de culture en appelant à la réflexion humaine ».

La cérémonie se poursuivait sur les tombes des Résistants d'Indre où un poème fut lu par un enfant de la Commune.

Le devoir de mémoire est un devoir d'avenir

Alors que la Marseillaise résonnait dans la Carrière de Châteaubriant, Jean-Marie LE PEN, Chef de l'Extrême-Droite lançait, à l'encontre du Général de Gaulle, l'une de ses petites phrases dans la pire tradition fasciste « il était plus confortable de résister à Londres que de résister à Paris ».

Ces propos sont choquants, révoltants, insoutenables quand ils viennent d'un homme qui qualifie les chambres à gaz de « détail » et qui n'hésite pas à inviter à sa Fête Bleu Blanc Rouge, des dignitaires du 3^e Reich.

Entre le propos de J.-M. LE PEN et ce qui est au centre du procès PAPON, il n'y a pas de différence, tout cela est basé sur le racisme, la xéno-

phobie, le fascisme.

Il y a dans cette période, de nombreuses tentatives de dénaturer ce qui doit être le procès Papon, notamment à propos de la responsabilité de la France dans la déportation Juive sous Vichy.

Paul LESPAIGNOL, lors de son intervention dans la Carrière de Châteaubriant a clairement exprimé la position des Communistes en rappelant que :

« Maurice PAPON que l'on juge enfin aujourd'hui, était de cette administration-là, celle du régime de Vichy, complice de l'occupant opprimant tout notre peuple, complice des atrocités nazies et du génocide de 6 millions d'être humains en Europe, complice zélé car il en partageait profondément

les convictions. Le procès de Maurice PAPON est bien celui d'un régime politique et d'une administration volontairement alliés au fascisme hitlérien ».

Du procès Papon ressortira l'immense mérite de la Résistance.

La responsabilité des crimes contre l'Humanité de l'Etat Français et de Vichy est enfin reconnue par le Président de la République, par le 1^{er} Ministre ; les Communistes s'en félicitent.

La France en est grandie, n'en déplaise à Monsieur LE PEN ou bien à Monsieur SEGUIN qui déclarait dimanche que le procès de Maurice Papon ne devait pas être ouvert.

Y. C.



ISTANCE

19 Octobre 1997

Message de respect et d'avenir



Paul Lespagnol, membre du Secrétariat du Comité National pendant son intervention.

Paul Lespagnol, membre du Secrétariat du Comité National du Parti Communiste Français a salué dans son intervention :

« Ces hommes du peuple, élus, syndicalistes, jeunes qui ont montré le chemin de l'espoir et de l'action à tous ceux et celles qui, avec lucidité, détermination et courage, se sont levés, un par un et ensemble. Un combat dans lequel se retrouvèrent Communistes, Gaullistes, Socialistes, Chrétiens, Juifs, Patriotes de toutes opinions, étrangers et français pour ouvrir un tout autre destin à la France ».

« N'est-ce pas aussi un message universel que celui de ces 27 citoyens



J.-P. Masseret, ministre des Anciens Combattants, déposant une gerbe.

bâisseurs d'avenir », n'avaient-ils pas foi en la capacité d'un grand rassemblement des citoyens français, unis par les mêmes valeurs et le même objectif pour refuser de vivre à genoux et aller jusqu'au bout du possible et de leur intervention, ensemble et toujours plus nombreux, jusqu'à la victoire ?

Rappelant les responsabilités du régime de Vichy, il devait ensuite déclarer : « le régime de Vichy a aujourd'hui encore ses nostalgiques. La haine l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme, l'exclusion sont toujours des menaces qu'il nous faut combattre en faisant grandir les valeurs de respect, de dignité, de solidarité, de fraternité pour lesquelles les 27 de Châteaubriant ont donné leur vie ».

Pour conclure en ces termes : « au moment où le Parti Communiste Français lance des initiatives partout dans le pays pour que les Français et les Françaises contribuent à redonner du sens à l'Europe pour s'orienter vers une Europe sociale, de progrès, de paix et de sécurité, n'est-il pas indispensable de resserrer les liens entre les peuples, le peuple allemand, ceux de toute l'Europe et au-delà du monde entier ?

Le message des 27 de Châteaubriant n'en finit pas d'éclairer la vie. Il est si fort qu'à toutes les époques, pour toutes les générations, il y a des raisons particulières de l'entendre.

Les Communistes, fidèles à l'engagement et au message de ceux de Châteaubriant, sont déterminés à faire tout ce qui peut dépendre d'eux dans la situation politique nouvelle pour promouvoir la société juste, solidaire et humaine qu'ils avaient au cœur ».

En direct

La visite de Madame le Ministre de la Jeunesse et des Sports venue inaugurer la maison des sports et remettre des prix aux jeunes du Breil Malville n'est pas passée inaperçue.

Protocole oblige Marie George Buffet a coupé le ruban, visité les lieux, s'est attardée à discuter avec les personnels avant d'entendre et de prononcer un discours.

Le maire de Nantes, après avoir remercié le ministre de sa présence, l'a présentée en disant d'elle « Madame le Ministre, nous connaissons vos combats de femme, de militante, d'élue ».

Les discours qui se sont succédés, ceux des représentants du mouvement sportif étaient interrogatifs et ceux des représentants du Conseil Général et Régional strictement officiels.

Quant au discours de Marie George Buffet, c'est un discours direct, franc, parlant bien des réalités du mouvement sportif, affirmant haut et fort « qu'il n'y a pas trop d'argent dans le sport, mais pas assez ».

Que sa volonté de ministre doit bien de redonner au sport tout son sens social, citoyen, sa solidarité et son éthique.

Affirmant qu'il soit bien que le sport de masse et de haut niveau se développe, se conjugue.

Parlant des emplois jeunes, le ministre communiste a rappelé que le dispositif était vraiment en rupture avec ce que c'était jusqu'à présent et là, le ministre, la femme, la militante, a parlé de ces nouveaux emplois en terme de démocratie, de formation, de financement et bien sûr de pérennisation.

Interpellant le mouvement sportif, mais surtout les élus maires, sénateurs, députés, conseillers régionaux et généraux, elle leur a dit : « Ce n'est pas dans quatre ans et demi qu'il faudra s'occuper du devenir de ces jeunes, mais maintenant ».

Avouons-le : certains étaient satisfaits d'entendre ces propos, d'autres étaient nettement moins à l'aise. (Et ça ne doit pas toujours être facile pour un préfet d'accompagner la visite d'un ministre communiste).

L'autre partie de la visite aussi allait être différente. Venue pour remettre des prix, le ministre avait souhaité que du temps soit pris pour discuter en direct avec les jeunes du Breil Malville.

Parmi les interventions, un jeune a tenu à faire remarquer que jamais un ministre n'était venu dans la cité du Breil et en a remercié le ministre ! Les choses changent.

BRÈVES... BRÈVES...

Gaz oil ou gaz oil

Lors du dernier conseil du District, un dossier important concernant le développement des transports dans l'Agglomération Nantaise avec l'utilisation de ligne SNCF.

Projet évidemment intéressant sur lequel les Communistes ont tenu à faire part de leurs réflexions, des aspects positifs et aussi des réserves.

Réserve en particulier sur l'utilisation de machines qui fonctionnent au diesel.

Sensibles à ces questions, tout laissait penser que les élus écologistes, se seraient exprimés.

(La veille, au soir, la ministre Dominique VOYNET avait tempêté contre les utilisateurs de « voiture » diesel).

Mais rien !

Déjà, il faut le reconnaître, il avait été surprenant de voir ces mêmes élus s'opposer sur le projet de la 3^{ème} ligne du tramway, à ce que le Tram aille jusqu'à Atlantis, puis jusqu'à la zone industrielle.

Et là, idem, point d'expression.

Mais l'éclairage allait venir après la séance du conseil, où un élu écologiste a expliqué qu'il y avait du gaz oil propre et gaz oil mal propre.

Et oui ! Quand un automobiliste roule au diesel : c'est un pollueur.

Quand les camions, les bus, les trams roulent au diesel, ce ne sont plus des pollueurs.

Rappel : lorsque le ministre de l'Environnement propose de faire payer les automobilistes, décide de ne pas construire de nouvelle centrale énergétique, d'arrêter les travaux d'extension du Pont.

Nos élus locaux applaudissent.

Mais lorsqu'il faut prendre ses responsabilités dans le cadre de leur fonction sur des dossiers concernant justement les transports : plus rien !

l'Humanité

**Le portage
ce serait vraiment dommage
de vous en priver !
Tél. au 02.40.35.03.00**

NÉCROLOGIE

C'est avec tristesse et grande peine que les Communistes Nazairiens ont appris le décès de notre camarade Pt Louis Advenard, vétéran du parti, il assumait la responsabilité de secrétaire de la cellule Guy Moquet à Saint-Nazaire.

La veille de nous quitter il s'inquiétait de la préparation des commémorations des fusillades de Châteaubriant, toujours avec le souci de changer et les choses et faire un monde meilleur.

Pour lui rendre un dernier hommage nombreux étaient les Communistes. La Fédération était représentée par Jean-René Teillant, membre du secrétariat fédéral.

La section de Saint-Nazaire, par Louis Dronval secrétaire de la section, les élus communistes par Guy Texier responsable du groupe à la municipalité de Saint-Nazaire.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique adressent toutes leurs condoléances à l'ensemble de la famille.

Les Nouvelles de Loire-Atlantique, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, la Section de Rezé, l'ensemble des Elus du District et des Municipalités de l'Agglomération Nantaise adressent à René Bihore ainsi qu'à sa famille, leurs plus sincères condoléances, suite au décès de sa mère.

Espaces Citoyens : Saint-Nazaire

La rencontre citoyenne sur le quartier de Kerlédé, à Saint-Nazaire, à l'initiative du PCF, a rassemblé 20 personnes le vendredi 10 octobre. Des citoyens communistes et non communistes, ont confronté leurs idées durant trois heures. Les communistes du quartier avaient invité les citoyens par voie d'affichage, de presse, remise d'invitations ainsi que les partis politiques de progrès, les syndicats, les associations et particulièrement leurs adhérents habitant le quartier.

Cette première rencontre citoyenne a traduit la volonté des commu-

nistes de se «jeter à l'eau» et d'essayer d'avancer dans cette nouvelle démarche politique.

Au cours de cette rencontre les participants ont décidé de la création d'espaces citoyens : des lieux permanents de démocratie où les citoyens avec leurs associations, leurs partis politiques, leurs syndicats pourront échanger, intervenir, élaborer des propositions d'actions, renouer ensemble des liens nouveaux de solidarité.

Les espaces citoyens sont des éléments nouveaux dans le paysage

politique français : des lieux de démocratie directe.

Cette première rencontre citoyenne s'est tenue le soir même de la conférence sur la réduction du temps de travail, les salaires, l'emploi. Bien que les participants n'avaient pas tous les éléments qui en étaient ressortis, l'échange d'idées a été important sur l'issue de cette conférence.

Les autres thèmes qui ont fait débat sont le plan emplois-jeunes et la concrétisation sur la ville de Saint-Nazaire, les perspectives politiques des citoyens, l'utilisation de l'argent.

Les participants ont aussi réfléchi sur la démarche à initier pour que les citoyens non communistes investissent en grand ces espaces citoyens, et qu'ils y voient l'utilité et l'efficacité que nous voulons leur donner.

Il a été décidé de porter à la connaissance de tous cette confrontation d'idées et les décisions qui en sont ressorties dans un compte-rendu dont le style serait plus interrogatif que descriptif.

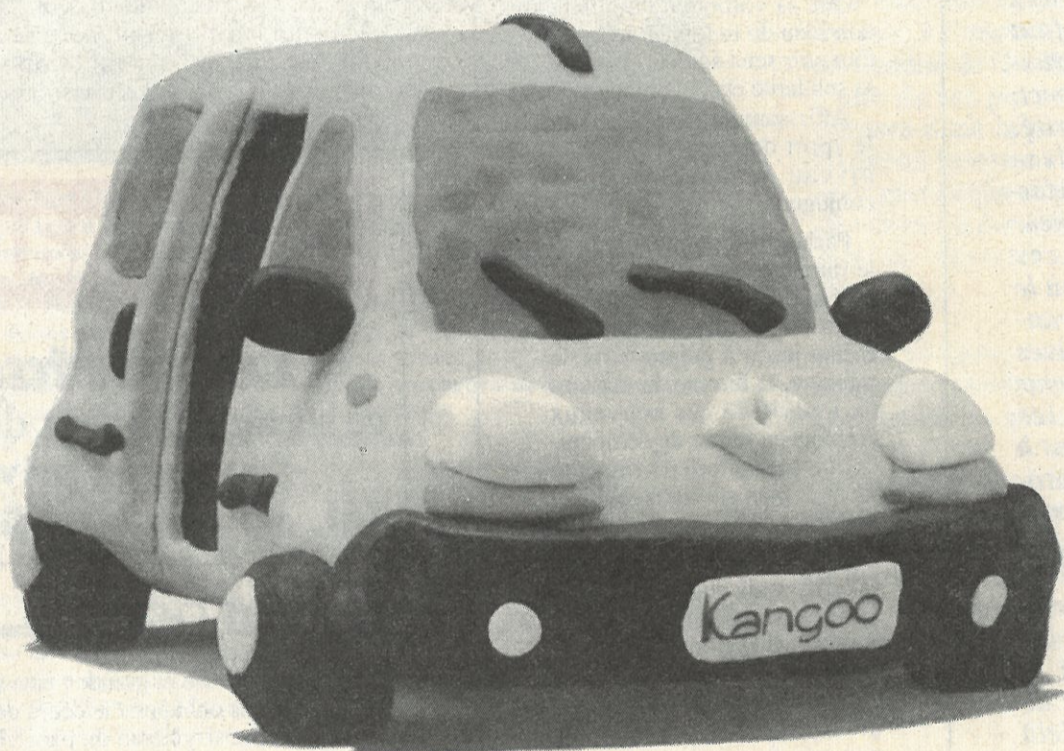
Le compte-rendu sera porté très rapidement à la connaissance des citoyens, de leurs associations, syn-

dicats, partis politiques de progrès qui n'ont pas répondu à l'invitation. Cette démarche de comptes-rendus s'inscrit dans la volonté de montrer aux citoyens que la démarche est de faire vivre durablement ces espaces et que l'information doit circuler entre ces espaces.

Pour avancer dans ces espaces citoyens, il y a mille façons de procéder mais il faut avant tout se lancer, faire le bilan, imaginer pour lever les obstacles que nous rencontrons. La réussite de la gauche est en jeu.

Kangoo.

C'est tout simple et ça va tout changer.



A partir de
59 000 F

Venez donc découvrir et essayer Kangoo.

(Un permis de conduire reste néanmoins nécessaire)

Pour l'achat d'une Kangoo RNA 1.2 AM 98 au prix conseillé de 73 000 F, bénéficiez d'un capital de 4 000 F pour la reprise de votre ancien véhicule aux conditions générales Argus. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable jusqu'au 30/11/97. Modèle représenté Kangoo RTE 1.2 AM 98 avec options au prix conseillé de 80 000 F capital reprise de 4 000 F déduit.

RENAULT ST-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
380, route de la Côte d'Amour - Océanis
ST-NAZAIRE ☎ 02 40 17 20 20



RENAULT

RENAULT minute
TRIGNAC AUTOMOBILES
Zone Commerciale Auchan
TRIGNAC ☎ 02 40 90 40 54

La sécurité à Nantes Rassemblement à l'initiative du Parti Communiste et des élus communistes nantais le 3 novembre

«Violence : Nantes perd son calme».

«Braquages, casses - béliers et rodéos»

«La folie des rodéos»

«Beaulieu livré aux vandales»

Depuis plusieurs mois la presse régionale se fait l'écho des problèmes de délinquance urbaine à Nantes.

Un phénomène qui en dit long sur l'état de notre société : une société profondément marquée par la désespérance des gens dans les quartiers populaires. La montée des inégalités et de l'exclusion, l'absence des perspectives sont bien une source pour la violence. La violence de jeunes mal dans cette société et dans leur vie en réponse à la violence qui leur est faite.

Cette délinquance urbaine, mal de notre société moderne n'a que trop duré.

Il faut réagir. Ne pas laisser cette situation perdurer.

Nous devons combattre cette dimension de la crise, répondre aux attentes des français. Une véritable politique de prévention auprès des jeunes s'impose avec des éducateurs de rue en nombre suffisant.

Dans le même temps, la sécurité de la population, le besoin de vivre en sécurité dans son quartier est un droit fondamental. Il y a urgence. On ne peut laisser la situation se dégrader. Les actes de violence doivent être réprimés. Le Parti Communiste et ses élus sont favorables à des mesures d'urgence avec les moyens humains et financiers que cela suppose. Ceci avec les milieux associatifs, les élus, la population victime de la délinquance.

Le Parti Communiste et ses élus invitent la population à un rassemblement le :

lundi 3 novembre à 17 h30
devant la préfecture

Une délégation sera reçue en préfecture